
e J A D E
Journal électronique de l'économie agricole et du développement
Division de l'économie agricole et du développement (ESA) FAO
Disponible en ligne sur le site: www.fao.org/es/esa/eJADE

Vol. 1, No. 1, 2004, pp. 1-5

Edition spéciale sur

**L'apport de l'agriculture au
développement économique et social**

Randy Stringer et Prabhu Pingali

*Division de l'économie agricole et du développement
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Randy.Stringer@fao.org*

Introduction

Cette première édition de *e-JADE* comporte une série de sept articles qui jettent un nouveau regard sur une question qui interpelle les économistes de l'agriculture depuis toujours, à savoir la façon dont l'agriculture contribue au développement économique et social. Ces articles présentés à *e-JADE* suggèrent que les effets des investissements en matière agricole vont bien au-delà des gains de production. Encadrés de politiques et d'incitations adéquates, les investissements consentis dans le secteur agricole contribuent à améliorer la sécurité alimentaire, à atténuer la pauvreté rurale et urbaine, à mitiger les inégalités et à mettre en valeur les avancées dans le domaine de l'environnement.

Les économistes du développement, en général, et les économistes de l'agriculture en particulier cherchent depuis longtemps à déterminer la meilleure façon de maximiser l'apport de l'agriculture à la croissance et à la modernisation globales. De nombreux analystes (Rosenstein-Rodan 1943; Lewis 1954; Scitovsky 1954; Hirschman 1958; Jorgenson 1961; Fei et Ranis 1961) avaient déjà mis en

lumière le rôle de l'agriculture en raison de ses ressources abondantes et de sa capacité à transférer les excédents à un secteur industriel prépondérant. La fonction primaire de l'agriculture dans l'évolution d'une économie en développement était jusqu'ici considérée comme tributaire de la stratégie centrale d'industrialisation accélérée.

Cette vision conventionnelle des rôles de l'agriculture au sein du développement mettait l'accent sur l'intégration importante de l'agriculture à travers le marché : (i) son apport en main d'œuvre à la force de travail industrielle urbaine; (ii) son apport en produits alimentaires pour des populations en constante expansion et aux revenus plus élevés; (iii) son apport en épargne aux fins de l'investissement industriel; (iv) sa contribution à l'élargissement des marchés pour la production industrielle; (v) son apport en recettes d'exportation permettant de payer la facture d'importation de biens d'équipement; et (vi) la production de matériaux primaires pour l'agro-industrie (Johnston et Mellor 1961; Ranis et coll. 1990; Delgado et coll., 1994; Timmer 2002).

Le rôle économique de l'agriculture, tel que l'envisagent ces premières analyses, est conçu comme une voie à sens unique d'acheminement des ressources vers le secteur industriel et les centres urbains. Cette conception se fonde sur plusieurs éléments. Au sein de sociétés agraires où les débouchés commerciaux sont rares, les ressources sont essentiellement consacrées à la fourniture de produits alimentaires. A mesure qu'augmentent les revenus nationaux, la demande de produits alimentaires progresse nettement plus lentement que celle d'autres biens et services. L'application de nouvelles technologies dans le secteur agricole se traduit par une hausse des disponibilités alimentaires par hectare et par travailleur. Par ailleurs, les économies en plein processus de modernisation font davantage appel aux intrants intermédiaires achetés à d'autres secteurs.

Ce recul de l'agriculture en termes de participation au PIB tient en partie aux activités post-production, telles que la mise sur le marché du produit, qui deviennent des activités commercialisées, assumées par des spécialistes du secteur des services et, en partie, au fait que les producteurs substituent les produits chimiques et les équipements à la main d'œuvre. Les producteurs reçoivent un prix inférieur et, en revanche, les ménages passent moins de temps à commercialiser les produits. Il s'ensuit une diminution de la valeur ajoutée de la main d'œuvre, la terre et le capital apportés par le ménage rural, en tant que pourcentage de la valeur brute de la production agricole, à mesure que croît l'importance des intrants intermédiaires et des services non agricoles achetés par les producteurs. Ce recours croissant des agriculteurs aux intrants intermédiaires et aux services non agricoles vient se

greffer sur le déclin relatif du secteur de la production agricole en soi, en termes du PIB global et de l'emploi (Timmer 1988, 1997; Pingali 1997).

Plusieurs économistes du développement ont toutefois tenté de signaler que, si la part de l'agriculture a certes diminué par rapport à l'industrie et aux services, elle a néanmoins augmenté en termes absolus, dans le contexte d'une intégration croissante et complexe avec les secteurs non agricoles. Ce groupe d'économistes (dont Kuznets 1968; Kalecki 1971; Mellor 1976; Singer 1979; Adelman 1984; de Janvry 1984; Ranis 1984; et Vogel 1994) a mis en relief l'interdépendance existant entre le développement agricole et le développement industriel, ainsi que la capacité de l'agriculture à stimuler l'industrialisation. Ils argumentent que les liens productifs et institutionnels qui se nouent entre l'agriculture et le reste de l'économie donnent lieu à des encouragements à la demande (demande de consommation des ménages ruraux) et des encouragements à l'offre (biens agricoles non assortis de hausses de prix) qui favorisent la modernisation.

Cette vision plus ample des rôles de l'agriculture dans l'économie suggère que cette conception de voie à sens unique permettant de capter les ressources des communautés rurales a ignoré le véritable potentiel de croissance des secteurs agricoles. Certes, il peut s'avérer nécessaire d'acheminer des ressources vers l'industrie et les centres urbains, sans pour autant négliger les besoins de l'agriculture en termes de capitaux, de technologie, de ressources humaines et de revenus. Pour ce faire, les décideurs politiques ont dû modifier les stratégies.

Le développement des industries et des villes dépend, à de nombreux égards, de l'agriculture et de la production primaire. La production primaire se développe et évolue en fonction des demandes de l'industrie et des villes, et les industries se développent et évoluent en fonction du potentiel des secteurs ruraux. Ces deux éléments sont inextricablement liés. Ignorer les apports économiques et sociaux significatifs de l'agriculture primaire à ces activités industrielles beaucoup plus dynamiques reviendrait à donner une représentation tronquée de leur univers commun. Ignorer le vaste éventail de contributions sociales et économiques de l'agriculture revient à sous-estimer le rendement de l'investissement consenti dans ce secteur.

Le consensus actuel en matière de développement est qu'un secteur agricole performant est essentiel à la croissance économique globale. Une agriculture plus performante crée des revenus tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines. La hausse des revenus permet aux ménages d'épargner et de dépenser davantage, ce qui a pour effet de stimuler la croissance et l'investissement

dans d'autres secteurs. L'agriculture engendre des recettes fiscales et fournit une vaste gamme de matières premières aux fabricants locaux de produits à teneur agricole.

Ces relations intersectorielles positives, directes ou indirectes, se propagent notamment par les baisses des prix des produits alimentaires (Johnson 1997), la migration de la main d'œuvre et les courants de capitaux provenant de l'agriculture. Il existe néanmoins d'autres « canaux » moyennant lesquels la croissance du secteur agricole répercute de façon positive sur le développement économique. Timmer (2002) signale en effet que, notamment dans les pays où la part prise par l'agriculture au PIB reste importante, la productivité agricole peut avoir une incidence sur la croissance économique totale par le biais de « liens indirects et détournés » qu'il classifie en quatre catégories : a) les liens technologiques, le changement technologique ayant une connotation positive en termes de croissance agricole et, partant, pouvant susciter un courant croissant de devises ; b) les liens associés au capital physique, l'accroissement du coefficient d'intensité du capital physique ayant une connotation positive en termes d'augmentation de l'épargne, qui favorise à son tour l'accroissement du coefficient d'intensité du capital ; si l'agriculture est fiscalisée de manière souple aux premiers stades du développement, le secteur agricole peut parfaitement engendrer des revenus permettant un investissement substantiel du secteur public qui peut s'avérer indispensable pour déclencher le processus de croissance ; c) les liens associés au capital humain, l'accroissement du coefficient d'intensité du capital humain pouvant contribuer directement aux gains de productivité au niveau de l'exploitation, faciliter les processus de migration en abaissant les coûts, et améliorer l'apport énergétique alimentaire qui favorise à son tour la productivité ; et d) les liens associés aux effets positifs engendrés sur une série de « variables déterminantes » « facteurs déterminants de l'efficacité » en fonction desquels une « frontière » de revenu par tête peut être atteinte, comme cela est le cas, par exemple, pour les droits fonciers.

Les politiques macroéconomiques généralement en vigueur qui ont inhibé la croissance du secteur agricole moyennant l'application d'impôts directs et indirects aux producteurs, aux marchands et aux exportateurs de produits alimentaires devaient donc céder le pas à un cadre normatif davantage non discriminatoire à l'égard de l'agriculture (Krueger, Schiff et Valdés 1991; Bautista et Valdés 1993), un investissement dans les innovations technologiques (Hayami et Ruttan 1971; Pinstrup-Andersen 1994; Oram 1995) et un investissement public en revenus ruraux afin de mettre en place une infrastructure sociale et physique (Adelman 1984; Vogel 1994).

Les sept articles présentés ici constituent un échantillon du travail mené par la Division de l'économie agricole et du développement de la FAO dans le cadre de son programme de recherche pour diffuser la pensée actuelle quant aux rôles économiques de l'agriculture.¹ Ce programme de recherche prévoit la réalisation d'études dans onze pays afin de cerner et évaluer les contributions de l'agriculture qui pourraient ne pas être pleinement reconnues. Par exemple, si un secteur agricole dynamique est un élément crucial pour résoudre les problèmes de famine, de pauvreté et d'inégalité, ces contributions sont-elles prises en compte dans toute leur valeur sociale par les responsables politiques ? Les gouvernements investissent-ils suffisamment de ressources publiques dans leur secteur agricole pour tirer parti de ces contributions ?

Une des principales motivations de ce programme de recherche est de fournir des principes directeurs de politique et l'information pertinente afin d'améliorer les stratégies de développement. Les résultats de cette étude révèlent que l'agriculture fournit un ensemble bigarré de contributions économiques et sociales indirectes, et que ces contributions indirectes sont mal comprises, peu étudiées dans le contexte du développement et rarement reflétées dans les mesures adoptées dans le domaine du développement national et rural. Les sept articles présentés ici démontrent qu'il est possible de préciser et d'analyser ces contributions indirectes, lesquelles devraient être prises en compte par les décideurs politiques. Les études concernent un groupe hétérogène de pays tels que le Chili, la Chine, le Ghana, l'Éthiopie, le Mexique, le Maroc et la République dominicaine.

Les défaillances auxquelles est confrontée l'agriculture en termes d'action et de marché sont, dans une large mesure, à mettre en rapport avec le manque d'information relative à l'évolution des rôles marchands et non-marchands de ce secteur. Il existe aujourd'hui une conscience accrue de la corrélation étroite existant entre l'agriculture et les autres secteurs, ainsi que du tissu de liens transversaux par lesquels la croissance agricole vient étayer la croissance économique. Les discriminations passées et les politiques biaisées à l'encontre de l'agriculture des pays en développement évoluent graduellement. De même, il est de plus en plus admis que l'agriculture joue un rôle important, bien que sous-estimé encore, dans l'atténuation de la faim et de la pauvreté. Ces articles viennent expliquer le bien-fondé d'une analyse plus approfondie de nombreux autres bénéfices économiques et sociaux de l'agriculture.

¹ *Le projet sur l'analyse socio-économique des rôles de l'agriculture et de leurs conséquences pour la définition de politiques dans les pays en développement* est financé par le gouvernement du Japon.

Bibliographie

- Adelman, I. 1984. 'Beyond export-led growth' *World Development*, 129, 937-49.
- Bautista, R. & Valdés. A. 1993, *The bias against agriculture: trade and macroeconomic policies in developing countries*. San Francisco, Californie, USA, ICS Press.
- de Janvry, A. 1984, *Searching for styles of development: lessons from Latin America and implications for India*. Working Paper No. 357. Berkeley, Californie, USA, University of California, Department of Agricultural and Resource Economics.
- Delgado, C. *et al.* 1994. *Agricultural Growth Linkages In Sub-Saharan Africa*. Washington, DC, Agence des Etats-Unis pour le développement international.
- Fei, J.C. & Ranis, G. 1961. 'A theory of economic development' *American Economic Review*, 51: 533-65.
- Hayami, Y. & Ruttan, V. 1971. *Agricultural Development: An International Perspective*. Baltimore, Maryland, USA: Johns Hopkins Press.
- Hirschman, A.O. 1958. *The Strategy Of Economic Development In Developing Countries*. New Haven, Connecticut, USA, Yale University Press.
- Johnson, D.G. 1997. Agriculture and the wealth of nations *American Economic Review*, 87:1-12.
- Johnston, B.F. & Mellor, J.W., 1961, 'The role of agriculture in economic development', *American Economic Review*, 51: 566-93.
- Jorgenson, D.G. 1961. 'The development of a dual economy', *Economic Journal*, 71: 309-34.
- Kalecki, M. 1971, *Selected Essays on the Dynamics of the Capitalist Economy 1933-1970*. London: Cambridge University Press.
- Krueger, A.O., Schiff, M. & Valdés. A. 1991, 'Agricultural incentives in developing countries: measuring the effects of sectoral and economy wide policies', *World Bank Economic Review*, 2, 255-271.
- Kuznets, S. 1968. *Toward a Theory of Economic Growth with Reflections on the Economic growth of nations*. New York: Norton.
- Lewis, W.A. 1954. 'Economic development with unlimited supplies of labour'. *Manchester School of Economics*, 20: 139-91.
- Mellor, J. 1976. *The new economics of growth: a strategy for India and the developing world*. Ithaca, New York, Cornell University Press.
- Oram, P. 1995. *The potential of technology to meet world food needs in 2020*. Washington, DC, International Food Policy Research Institute.
- Pingali, P. 1997. From Subsistence to Commercial Production Systems: Transformation of Asian Agriculture, *American Journal of Agricultural Economics* 79: 628-34, Mai.

- Pinstrup-Andersen, P. 1994. *World food trends and future food security*, Food Policy Statement No. 18. Washington, DC, Institut international de recherches sur les politiques alimentaires
- Ranis, G. 1984. Typology in development theory: retrospective and prospects. In M. Syrquin, L. Taylor and L. Westphal, eds. *Economic structure and performance: essays in honor of Hollis B. Chenery*. New York, Academic Press.
- Ranis, G., Stewart, F. and Angeles-Reyes, E., 1990. *Linkages in Developing Countries: A Philippine Study*, ICS Press for International Center for Economic Growth, San Francisco, CA.
- Rosenstein-Rodan, P.N. 1943. 'Problems of industrialization of Eastern and South-Eastern Europe'. *Economic Journal*, 53, 202-11.
- Scitovsky, T. 1954. 'Two concepts of external economies', *Journal of Political Economy*, 62: 143-51.
- Singer, H. 1979. 'Policy implications of the Lima target', *Industry and Development*, 3, 17-23.
- Timmer, C.P. 2002. 'Agriculture and Economic Development', in B. Gardner and G. Rausser eds., *Handbook of Agricultural Economics*, Volume 2: Elsevier Science B.V.
- Timmer, C.P. 1988, The Agricultural Transformation, pp. 275-331 in *Handbook of Development Economics*, Vol. 1, edited by H. Chenery and T.N. Srinivasan, Amsterdam: North Holland.
- Vogel S. 1994. 'Structural changes in agriculture: production linkages and agricultural demand-led industrialization. *Oxford Economic Papers*, 1, 136-157.